

L'Église Catholique dans la construction de la paix à Beni-Ville et Territoire. Contenu des discours pastoraux, épiscopaux et pontificaux

Christian Lwanzo Mumbere*¹, Reagan Muhindo Muhesi², Patrick Paluku Kasolene², Gerlas Paluku Kisonia¹

Résumé

La paix reste un concept difficile à appréhender et dont la mesurabilité reste à parfaire. Elle est, on dirait, relative. Ainsi parfois, la sécurité peut être l'objectif à défaut d'atteindre le but ultime, la paix. Pourtant, ni la paix ni la sécurité n'est perceptible à Beni. Depuis une décennie, les populations y sont victimes des tueries massives dont les auteurs et le mobile restent moins connus. Pour compatir avec ces populations, l'Église catholique, par le biais de ses responsables du niveau local au niveau international en passant par le niveau national, ne garde pas silence. L'Évêque du Diocèse de Butembo-Beni, le plus touché par ces tueries, l'organisation nationale des Évêques et le Saint siège condamnent, dénoncent et appellent aux responsabilités des acteurs politiques et autres. Ils transmettent des messages d'espoir aux victimes de ces atrocités. D'où leur apport dans le processus de ramener la paix, du moins la sécurité dans cette contrée, s'avère indéniable.

Mots-clés : Église catholique, Construction de la paix, Beni, Paix et guerre, Insécurité, République Démocratique du Congo.

Abstract

Peace is still not an easy concept to grasp, and its measurability leaves something to be desired. It is, as one might say, relative. This is why the concept of security can sometimes be the objective if the ultimate goal, peace, is not achieved. It has to be said that neither of these two concepts is in the everyday language of the people of Beni. For almost a decade, they have been the victims of mass killings, carnage and massacres, the perpetrators and motives of which are still unknown. To sympathise with these people, the Catholic Church, through its leaders at local, national and international level, has not remained silent. The bishop of the Diocese of Butembo-Beni, the one most affected by these killings, the national organisation of DRC bishops, CENCO, and the Holy See, the highest summit of the Catholic Church with the Holy Father, Pope Francis, have condemned, denounced and called for responsibility from the political players, and have sent messages

¹ Chef de Travaux en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC)

* Auteur correspondant : lwanzochristian@gmail.com

² Assistant en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC).

of hope to the victims of these atrocities. Hence their contribution to bringing peace, or at least security, to the region.

Key words: Catholic Church, Peacebuilding, Beni, Peace and war, Insecurity, Democratic Republic of Congo.

Introduction

La paix et la guerre sont comme deux faces d'une même médaille, l'une est l'antonyme de l'autre. Les deux réalités ne sont jamais vécues dans leur entièreté. D'une part, c'est la paix, de l'autre, la guerre. Selon Dario Battistella (2012), la problématique de la guerre et de la paix reste le sujet de prédilection par excellence du réalisme. Cette situation pousse alors les chercheurs tant au niveau international qu'au niveau national, surtout les États, les organisations internationales, les Églises, les experts en la matière, à élaborer certaines stratégies en vue d'un rétablissement de la paix. Hilde Johnson (2004) démontre l'importance de la consolidation de la paix. Selon lui, consolider cette dernière peut consister à prévenir l'éclatement de violents conflits ; préparer la voie aux processus de rétablissement de la paix et les soutenir, et aider à la reconstruction des sociétés après les conflits. Il souligne trois dimensions pour la consolidation de la paix, comme la sécurité, le développement politique et le développement socioéconomique.

En l'occurrence, selon Jean François Bayart (2018), les activités religieuses contribuent à la configuration de l'espace public, par exemple en circonscrivant les lignes de solidarité ou d'exclusion sociale, les schémas d'identification politique, le contenu de la rationalité et de la paix civile, etc. En effet, le système politique ne fonctionne pas dans le vide. Il subit l'influence de toutes les composantes sociales. À ce propos, Gheorghe Fulga (2005) écrit : « Le système politique garde des liens serrés et fonctionnels avec toutes les composantes du milieu social ». Il cite par exemple, l'encyclique « *Sollicitudo rei socialis* » où le Pape Jean-Paul II (1987) affirme qu'une des causes fondamentales des malheurs du monde était l'existence de deux régimes : celui de l'Est et celui de l'Ouest, qui avaient besoin, tous les deux, d'une profonde transformation ou d'une profonde reconsidération. Dans l'encyclique « *Centisimus annus* » donnée pour le centième anniversaire de l'encyclique « *Rerum novarum* » de Léon XIII (1891), le Pape Jean-Paul II (1991) tire des leçons des événements survenus à l'Est, c'est-à-dire l'effondrement du système communiste.

En outre, Edmond Blanc (1996) affirme que les Églises représentent une puissance morale de persuasion et d'action non négligeable devant l'urgence (la consolidation de la paix). Particulièrement, l'Église catholique s'insère actuellement dans l'action internationale pour la paix de deux manières. D'une part, par des prises de position doctrinales, donc générales, par des textes. Ici, l'auteur répertorie les écrits du Magistère comme l'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII (1963), le discours de Paul VI à l'ONU (1965) et la constitution pastorale *Gaudium et spes* du II^e Concile du Vatican (1965). D'autre part, par des interventions dans des conflits déterminés. Quitte à la même source de relever trois conflits, à savoir le conflit vietnamien, l'intervention américaine à Saint-Dominique et la question polono-allemande de la frontière Oder-Neisse.

De façon spécifique, la République Démocratique du Congo ne peut ignorer les rôles joués par les différentes organisations sociales et surtout confessionnelles dans la résolution des conflits sociopolitiques actuels. Dieudonné Wamu Oyatambwe (2006) le soutient sans ambages : « Les modes de la démocratie sont (...) à rechercher plutôt du côté des médiateurs des revendications populaires et porte-parole de la *vox populi*, qu'ils soient des hommes d'Églises, les animateurs de la Société civile, écrivains ou artistes ». Quitte à Grégoire Bakandeja Mukenge (2020) de renchérir. Pour lui, l'on ne peut séparer défendre l'État de droit et les droits de l'homme en RDC avec l'implication du religieux surtout pendant des crises. En dépit de la laïcité de l'État congolais d'après sa Constitution qui distingue l'Église de l'État, les confessions religieuses, majoritairement chrétiennes avec à leur tête l'Église catholique, s'invitent en la danse à chaque fois qu'il le faut. À titre illustratif, l'Église Catholique est présente dans les secteurs pourtant primordiaux d'un État à la grande absence de ce dernier. Parmi eux, l'on cite l'éducation, la santé, la pacification, l'agriculture et l'entretien des routes. Aussi, elle a été un acteur important dans la longue transition politique de 1990 à 2003 participant ainsi au processus de démocratisation. C'est au côté d'autres participations citoyennes de cette Église, entre autres la Conférence nationale souveraine (CNS) et le Haut conseil de la république parlement de transition (HCRPT), le dialogue intercongolais de Sun City, l'organisation des élections législatives et présidentielles de 2006 et de 2011, etc. (Iyananio, 2015, p. 1-2).

Mais, la persistance de l'insécurité à Beni-Ville et Territoire fait réfléchir plus d'un chercheur. C'est depuis 2014 (Groupe d'étude sur le Congo, 2016)

que les civils sont tués à l'arme blanche et à la manchette. Cette situation macabre ne laisse pas indifférents des acteurs non étatiques dont l'Église catholique touchée par la décapitation et les tueries sauvages de ses fidèles chrétiens qui sont majoritaires dans la contrée constitutive d'une bonne partie du Diocèse de Butembo-Beni. À son niveau et en tant qu'acteur non étatique, elle tente tant soit peu d'apporter son aide pour enrayer ces carnages.

De ce contexte, découle une question charnière de cette recherche. Quel est l'apport de l'Église Catholique dans la construction de la paix à Beni ? Comme réponse provisoire, il ressort une hypothèse. L'Église catholique réconforterait ses fidèles par des messages d'espoir à travers les différents discours de ses prélats, notamment, ceux de l'Ordinaire du lieu, l'Évêque du Diocèse de Butembo-Beni et ceux de la CENGO, ainsi que du Saint siège. Dans ces différents textes, l'Église exhorterait les acteurs politiques de bien assumer leur responsabilité à ramener la paix dans tout le pays. En plus des efforts consentis par l'Église locale et nationale, le Saint siège s'inscrirait aussi dans la même logique. Sur la période de 2014 à 2023, les investigations par analyse des discours tenus par l'Évêque du Diocèse de Butembo-Beni, par la CENGO et par le Saint siège, ont permis de capter les messages de paix face à la situation de Beni. L'analyse de contenu (Bardin, 2013) a facilité le traitement des données recueillies par cette relecture.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent papier comporte trois points. Ils s'articulent, successivement, sur un bref ancrage théorique sur la paix et la guerre, sur la situation de Beni : en une guerre, ainsi que sur l'engagement de l'Église Catholique dans la construction de la paix à Beni.

1. Turbulence à Beni : une guerre ?

1.1. Les théories sur les concepts de « paix » et de « guerre »

Si selon Dario Battistella (2012) la problématique de la guerre et de la paix reste le sujet de prédilection par excellence du réalisme, la guerre le semble plus que la paix à vrai dire. Citant Thomas Hobbes, le fondateur du réalisme politique moderne, l'auteur écrit que « la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs, mais dans un espace de temps où la volonté de s'affronter en des batailles est suffisamment avérée ». Selon les réalistes, en dépit des relations mutuelles entre les États, ceux-ci n'abandonnent pas l'idée de recourir à la force armée

éventuellement. Cela est dû à la nature humaine qui est, fondamentalement, mauvaise ou la structure quasiment anarchique des États. S'ajoute aussi le dilemme de la sécurité de cette nature et/ou de cet anarchisme. C'est dans cette logique que Raymond Aron (2004) écrit que les États sont toujours disposés à s'affronter et c'est dans l'ombre de la guerre que les relations internationales se déroulent.

Selon Nazmi Al-Judeh cité par Nissé Nzereka Mughendi (2011, p. 14), « la paix, c'est un tango, ça ne se danse pas tout seul ». Comme des tangos ou des duels, les phénomènes de paix et de guerre accompagnent les relations entre les êtres humains. La « guerre » et la « paix » sont des concepts qu'il est toujours facile à concevoir chacun par rapport à l'autre, comme deux situations réciproquement inverses ; mais leur définition exacte est moins évidente qu'il n'y paraît (Nzereka Mughendi, 2011, p. 44). Toute absence de guerre ne signifie pas nécessairement paix. De même, toute rupture de la paix n'est pas synonyme de guerre. Frédéric Coste (2002) reprend les travaux de Gaston Bouthoul pour affirmer que « guerre et paix sont les deux faces du même Janus, l'envers et l'endroit de la vie sociale ». L'humanité accepte la guerre, tout en gardant le ferme espoir de la paix. Le cycle guerre-paix continue à tourner comme le jour et la nuit : la guerre se dénoue par la paix ; c'est en temps de paix que se prépare la guerre (Nzereka Mughendi, 2011).

Quelques courants de pensées ont déjà théorisé les concepts de « guerre » et de « paix ». Parmi eux, trois intéressent dans cette étude. Il s'agit des courants idéaliste, réaliste et libéral. Pour enrayer le phénomène de guerre, les idéalistes (Alfred Zimmermann, David Mitrany, James Shotwell, Gilbert Murray, Graham Wallas) (A. Mainyu, 2012) prônent le désarmement général, voire un gouvernement mondial qui ferait régner la paix (l'objectif) par l'imposition aux États d'un droit international, plutôt que par la loi du plus fort. D'où ce courant symbolise le projet de la « sécurité collective » (Nzereka Mughendi, 2011).

Pour sa part, le courant réaliste (Hans Morgenthau ; Edward Hallet Carr ; Arnold Wolfers ; Raymond Aron) (Haroche, 2013) pose le principe d'une « paix négative » : simple cessation temporaire de la guerre, provoquée par un équilibre des puissances. Il postule qu'en relations internationales, les États sont égoïstes et concurrents et que, par conséquent, le conflit et la guerre sont inhérents au système international : seule la force dissuade la force, et la sécurité d'un État (Nzereka Mughendi, 2011).

Enfin, le courant libéral rationalise un tout petit peu en mettant l’emphase sur l’individu, le progrès et les droits humains. Ce courant pense que l’interdépendance économique et la démocratisation peuvent jouer à la pacification. Il voit tout le contraire des réalistes. Alors que ces derniers soupçonnent le potentiel de conflit, les libéraux se penchent sur l’échange à travers la diplomatie et le commerce (Vilmer, 2020).

Schématiquement, Nissé Nzereka Mughendi (2011) propose un tableau dont le contenu suit :

Tableau : Courants théoriques de la guerre et de la paix

Courants	Facteurs de paix	Modes de pacification
Idéaliste	Le droit	Imposition du droit (justice) Action des organisations intergouvernementales
Réaliste	Équilibre de forces	Méfiance Acquisition de la puissance
Libéral	Interdépendance Démocratie	Coopération Démocratisation Exportation de la démocratie

Source : Nissé Nzereka Mughendi (2011).

1.2. Tentative de qualification de la situation de Beni : une guerre ?

Toute absence de guerre ne signifie pas nécessairement paix : La guerre froide a eu la caractéristique d’être, selon Raymond Aron, une situation de « ni paix, ni guerre » entre les Etats-Unis et l’URSS. De même, toute rupture de la paix n’est pas synonyme de guerre : Dans leurs relations, les États ont traversé de nombreuses crises qui n’ont pas nécessairement débouché sur la guerre, même quand la crise en elle-même comporte en principe une forte probabilité de déclencher des hostilités militaires (Brecher & Wikenfeld, 1989; Nzereka Mughendi, 2011).

Dans une fiche d’analyse, Jonas Muzalia Mpunzu (2015) fustige l’irresponsabilité du Gouvernement congolais et, subsidiairement, la faiblesse de la diplomatie onusienne. Selon lui, ces deux facteurs sont à la base des tueries des personnes, des incendies des maisons et d’autres biens, des viols massifs sur les femmes et jeunes filles et des pillages des ressources naturelles par des groupes et forces armés. D’où la précarité des droits humains dans la partie orientale de la RDC. Cet auteur peint une crise due, en fait, à l’imbroglio dans la partie est de la RDC, notamment à Beni.

Dans ses réflexions, Nissé Nzereka Mughendi (2011) tente de définir le concept de guerre. Sur appui au *Petit Larousse*, il retient que la guerre est une « lutte armée entre les États ». Elle consiste pour chacun des adversaires à contraindre l'autre à se soumettre à sa volonté. D'où deux clefs de compréhension ressortent de cette affirmation : Tout conflit n'est pas une guerre ; mais toute guerre traduit l'existence d'un conflit entre entités organisées, conflit dont elle n'est qu'une forme élaborée, une manifestation militaire, collective et pas trop limitée (à des escarmouches). Tout de même, il n'y a pas que des guerres entre les États : Il en existe d'« intra-étatiques » (guerres civiles pour le pouvoir à l'intérieur d'un État), d'« infra-étatiques » (opposant des groupes à l'intérieur d'un État sans l'impliquer directement) et d'« extra-étatiques » (impliquant un État et un acteur collectif non étatique échappant à ses frontières).

Il est clair que, sous les trois formes sus-évoquées, les guerres ont existé en RDC. Les chercheurs les classent en trois : La première guerre du Congo (1996-1997) a abouti à la déchéance de Mobutu et à la prise de pouvoir par Laurent Désiré Kabila ; la deuxième guerre du Congo (1998-2003) (De Villers, 2005) a poussé au retrait des troupes rwandaises et ougandaises officiellement, ainsi que la guerre du Kivu (2004 à ces jours) (Pourtier, 2009).

C'est elle qui intéresse cette étude d'autant plus qu'elle est, littéralement, l'un des explicatifs de la dégradation de la situation sécuritaire de l'est de la RDC dont Beni. Cette guerre du Kivu fait suite à une succession de conflits armés en cours depuis 2004 opposant les Forces armées de la RDC aux groupes armés nationaux (groupes d'autodéfense) et étrangers, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), les Forces démocratiques alliées (ADF), le Mouvement du 23 mars (M23), etc. Ce dernier groupe se présente comme une rébellion interne, mais qui bénéficie substantiellement du soutien externe dont du Rwanda (De Groof et al., 2023).

Aux vues de Roland Pourtier (2011), la guerre du Kivu s'explique, entre autres par la convoitise de hautes terres très arables, l'exportation du conflit rwandais à cause de sa proximité avec ce pays et les précieux minerais dans cette région qui attirent.

Cette guerre du Kivu, qui constitue une forme avancée d'une guerre, a plusieurs manifestations. Pour qualifier les auteurs des massacres de Beni,

le Groupe d'étude sur le Congo (2016) a procédé par des hypothèses citant ainsi, tour à tour, les ADF, la complicité passive des FARDC et le rôle de la MONUSCO. Or, le Gouvernement central et son appareil militaire ont, dès le début, responsabilisé les ADF d'en être auteurs et ne procèdent plus à des investigations pour en savoir un peu plus (Groupe d'étude sur le Congo, 2016, p. 8). Cela pose le problème d'identification de vrais responsables des massacres de Beni en dépit du fait que les sources officielles ne jurent que par la piste ADF. Ce qui rend encore plus ou moins difficile la qualification de cette situation comme guerre. Dans tous les cas, le *modus operandi* des assaillants (tueries massives à l'armée blanche et en feu, incendie des maisons et engins automoteurs, kidnapping et autres) montre clairement qu'il s'agit d'un conflit armé qui n'est pas trop loin d'une guerre, du moins à en croire toutes les théories susmentionnées.

Par ailleurs, les évolutions des dernières décennies du terrorisme à travers le monde ne sont pas sans conséquence sur ce qui se passe à Beni. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts de l'ONU a lié les rebelles des ADF au groupe terroriste de l'État Islamique. Ce groupe d'experts dit, sur base de nombreux témoignages et preuves documentées une année durant, avoir trouvé un lien entre l'État islamique et les ADF depuis 2019 *via* un soutien financier. C'est dans un système financier complexe que cela passe et implique des individus issus de plusieurs pays africains dont la Somalie, l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Ouganda. D'où le rapport alerte sur l'élargissement du réseau ADF dans d'autres zones bien loin du Nord-Kivu et de l'Ituri. Cela passe par des missions de reconnaissance (De Groof et al., 2023; Radio Okapi, 2023), voire au-delà de ses frontières. Ici, l'on peut évoquer la dernière incursion des ADF dans un lycée sur le sol ougandais non loin de la frontière avec la RDC où 39 élèves ont été kidnappés et 2 autres personnes dont une femme et un homme (Jeune Afrique, 2023).

En outre, l'identification du groupe d'hommes qui perpètre ces carnages, est de rigueur pour, enfin, élucider leur niveau d'organisation ainsi que le mobile de leurs actes. Ces éléments, une fois définis, permettront aux chercheurs de donner une qualification claire à ce qui se passe à Beni (Nord-Kivu) et en Province de l'Ituri.

2. Engagement de l'Église catholique dans la construction de la paix à Beni

L'Église catholique reste un acteur en part entière dans la vie socio-politique de la RDC. Très souvent elle joue au protecteur des intérêts populaires lorsqu'elle sent que ceux-ci sont menacés. Et ce, dans un pays qui comprend près de 45 millions de ses fidèles (Charpentier, 2023). Séraphine Charpentier (2023) reprend le propos de Trésor Kibangula, chercheur dans le pilier politique de l'Institut congolais de recherche, *Ebuteli*. Ce dernier souligne le rôle central de l'Église catholique en RDC en soutenant que cela ne date pas d'aujourd'hui, mais de bien avant l'indépendance.

Dans la même trame d'idées, le Groupe d'étude sur le Congo (2022) en affirme l'énorme impact dans le socio-politique depuis la colonisation. Elle l'est encore plus actuellement citant les protestations, entre 2015 et 2018, contre le processus électoral peu crédible. Plus que toute autre structure, l'Église a mobilisé de milliers des manifestants fournissant ainsi un leadership incontestable et un encadrement moral à ces manifestants.

Bien qu'un tout petit peu éloignés de l'objet de cette étude, ces détails sont importants. Ils décrivent la présence de l'Église catholique sur la scène politique et sociétale de la RDC. Sa pratique s'est implémentée au niveau local. Pour le cas d'espèce et concernant l'objet de cette étude, c'est aussi le Diocèse de Butembo-Beni qui n'a pas été du reste. Par le biais de son Évêque et d'autres prélats, l'Église stigmatise les tueries qui sévissent dans une bonne partie de sa circonscription depuis maintenant une décennie. Des messages de condamnation, d'appel à la responsabilité des acteurs politiques, d'espoir aux populations longtemps meurtries sont audibles dans plusieurs discours (homélies, points de presse, ateliers, etc.) épiscopaux de Butembo-Beni, au niveau local, de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo, au niveau national, et du Saint siège, haute représentation de l'Église catholique.

2.1. Messages de Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech : Évêque du Diocèse de Butembo-Beni

Dans un entretien accordé au Conseil étudiantin de l'Université Catholique du Graben dont il est Grand Chancelier, Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech, l'a soutenu sans gants ni rides en 2021. Selon lui, c'est depuis une décennie que Beni est en insécurité. Il fustige le fait que

cela se passe dans le silence et semble préoccuper que les victimes elles-mêmes. Il condamne la largesse et les promesses non tenues des autorités politiques (Sikuli Paluku Melchisédech, communication personnelle, 2021). Toujours face à ces étudiants (Radio Okapi, 2021) autour de la promotion de la paix, Monseigneur Sikuli Paluku a assigné à cet échange l'objectif d'inciter ces intellectuels à lutter pour la pacification de la région sans violence.

L'Église locale est touchée directement ou indirectement. Ce sont ses chrétiens qui sont égorgés. Des religieux ont été soit kidnappés soit tués. Ses symboles dont des couvents, des églises ont été victimes des intrusions des assaillants. Les tristes événements des enlèvements de trois prêtres de la Paroisse de Mbau en 2012 (Prêtre dans la rue, 2012), de deux autres de la Paroisse de Bunyuka en 2017 (La Croix Africa, 2017), la tuerie d'une religieuse à Maboya à l'issue d'une attaque des hommes armés assimilés aux ADF (Kambashi, 2022) ne font que déborder le vase.

L'Évêque de Butembo-Beni ne manque pas de dénoncer l'implication nationale et internationale en manipulant certains politiques congolais ainsi que certains groupes de pression rendant ainsi ingouvernable le grand Nord-Kivu. C'est dans ce sens qu'il en appelle à l'implication des décideurs congolais pour construire la paix dans cette partie du Nord-Kivu (Radio Okapi, 2020). Pour ce faire, Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech invite les habitants à pousser loin dans le cadre de l'autopromotion humaine sans prendre les armes.

En effet, selon lui, « la prise en charge exige plus de solidarité ; c'est être capable d'être attentif. Dans un quartier, c'est de savoir qu'il peut y avoir dans la communauté quelqu'un qui est complice du mal qui nous arrive. C'est d'avoir le courage de lui dire cela, cela existe dans nos coutumes non. Dans les villages quand on dit « *Eriyalwima* », on dit à quelqu'un qu'on soupçonne quelque chose sur lui et si c'est vrai, il va arrêter de lui-même. Il n'est pas question d'utiliser les outils, les armes contre l'ennemi. Cela, c'est interdit, prendre les armes » (Radio Okapi, 2020).

Loin de toute prétention d'exhaustivité dans le répertoire de tous les messages de tous les discours, l'on peut chuter sur le propos de l'Ordinaire du lieu. Ce dernier trouve que la R.D. Congo connaît des reculs sur plusieurs plans à cause des dirigeants mercenaires. Et pour qu'elle réussisse à changer la donne, les autorités devraient adapter le sens de bon berger. « Les

massacres des citoyens qui continuent malgré l'avènement de l'état de siège (...). Je demande instamment à toutes les autorités, le Président de la République, le Premier Ministre, les Députés, l'Armée, la Police et tous ceux qui accomplissent la tâche de diriger la population d'être de vrais protecteurs ».

2.2. La Conférence épiscopale nationale du Congo face à l'insécurité à Beni

La Conférence épiscopale nationale du Congo héberge les prélats catholiques de la RDC. Depuis 1962, elle a été approuvée par le Vatican et fait partie de l'Association des Conférences épiscopales d'Afrique centrale et du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (Kamangala Kamba, 2017). Cette structure nationale de l'Église catholique ne ménage aucun effort pour se prononcer sur des questions de société dans le pays. Elle a signé sa présence dans les manifestations contre le glissement ou bien encore troisième mandat de Joseph Kabila, contre la politisation de la Commission électorale nationale indépendante et tant d'autres dérives.

Sa position par rapport aux massacres de Beni est sans ambiguïté ; l'insécurité de Beni n'ayant pas épargné l'Église catholique directement et indirectement. En 2012, trois de ses prêtres ont été emportés par des inconnus et en 2014 les premières tueries massives ont été enregistrées. Les condamnations de tout bord ont suivi. Dans cette logique, s'inscrit la position de la CENCO en 2016 après un massacre ayant occasionné la mort d'au moins 42 civils à Beni-Territoire. Cette structure catholique a qualifié ce massacre d'« infâme ». Dans une lettre signée par le Président de la CENCO, Monseigneur Marcel Utembi, les Évêques congolais condamnent la nouvelle tragédie et la répétition des atrocités dont sont victimes les populations de Beni et Lubero. Il exhorte les autorités à diligenter une enquête indépendante et objective afin de retrouver les auteurs de ces massacres (Cissé, 2016).

Chaque fois qu'il y a tueries, les Évêques catholiques, à travers la CENCO, ne cessent de les condamner et de passer un message d'espoir aux populations civiles qui ont vraiment enduré d'ignobles souffrances. Dans cette optique, se signalent les messages de 2018 dans un communiqué signé par Monseigneur Marcel Utembi. Il soutient que la Conférence est indignée par « l'inertie du Gouvernement et de la communauté internationale face

aux massacres et aux enlèvements des personnes humaines dans cette région ».

C'est pourquoi il a appelé le Gouvernement de la RDC et la MONUSCO de tout mettre en œuvre pour arrêter ces tueries (Radio Okapi, 2018). En 2019, la CENCO a fait de même. Elle a dénoncé un massacre ayant occasionné la mort de 80 civils dans un intervalle d'un mois seulement : « Rien qu'en ce mois de novembre, on dénombre 80 morts dans la région de Beni sans compter les blessés graves et les disparus » (Africanews, 2019).

En 2020, à l'issue de la 57^{ème} Assemblée plénière des Évêques membres de la CENCO, un message a été publié. Les Évêques s'y sont dits penchés, entre autres sur la situation alarmante que traverse la RDC. Sur le plan sécuritaire et humanitaire, ils soulignent les massacres perpétrés dans les Territoires de Beni et de Djugu comme une des causes de la situation sécuritaire qui demeure délétère (Caritas Congo Asbl, 2020).

Dans une conférence de presse, à l'issue d'une mission pastorale que l'Église catholique congolaise a menée avec l'Association des Conférences Episcopales de l'Afrique Centrale (ACEAC) entre le 14 et le 26 janvier 2021, la CENCO envisage des issues à la crise. Par le biais de son Secrétaire Abbé Donatien Nshole, elle a formulé plusieurs recommandations face à l'insécurité à l'est du pays entre autres, l'urgence de déplacer de cette partie du pays tous les officiers issus des anciennes rébellions aussi que les agents-relais des armées étrangères (Lubaki, 2021). En plus, la CENCO a plaidé pour une opération militaire de grande envergure, à l'instar de la mission « Artemis » menée en 2003 en Ituri par l'Union Européenne sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations Unies couverte par la résolution 1484 du 30 mai 2003. La CENCO a milité pour l'amélioration de la situation des militaires sur le front en pointant nommément la paie de la solde des militaires, la meilleure utilisation des ressources allouées aux unités sur le terrain et la maîtrise des effectifs dans les zones de défense (Lubaki, 2021). En sus, la CENCO a insisté sur l'achèvement du processus de désarmement et démobilisation, ainsi que sur la mise en place d'un cadre de concertation pour la cohésion et la paix à l'est, Gouvernement-MONUSCO-Églises.

Tels s'avèrent les messages les plus saillants de la CENCO par rapport à l'insécurité à Beni.

2.3. Le Saint siège et la situation sécuritaire en RDC : cas des massacres de Beni

Le Saint siège aussi ne reste pas indifférent à la situation qui prévaut à Beni depuis 2014. Dans ses discours, le Saint Père condamne souvent les tueries massives qui sévissent dans cette partie du pays. En 2017, le 23 décembre, le Pape François a présidé, dans la Basilique Saint-Pierre, la prière pour la paix au Sud Soudan et en RDC. Au cours d'une messe célébrée à la place Saint Pierre, le Pape François a appelé tous les chrétiens catholiques du monde et des personnes de bonne volonté à prier pour la paix en RDC. Selon lui, les conflits qui font rage dans ce pays sont alimentés par une main noire venant aussi de l'extérieur du pays et que la paix devrait être rétablie dans cette partie surtout à Beni, alors que beaucoup d'autorités se taisent sur la situation : « Aujourd'hui, nous prions pour la paix en R.D. Congo, gravement menacée dans l'est du pays, où font rage des conflits, nourris également de l'extérieur, alors que beaucoup se taisent ».

Le 06 février 2022, le Pape a condamné les massacres attribués à la milice CODECO en Ituri. A quelque mois de sa visite pastorale au pays, au cours d'une audience générale du mercredi 26 octobre 2022, il a dénoncé l'incursion armée à Maboya. Il a indiqué qu'il va prier pour les 7 victimes dont une religieuse médecin ainsi que pour cette région ensanglantée par l'insécurité (Kombe, 2022). Durant cette audience, le Pape déplore une agression inacceptable à Maboya, condamne la tuerie des personnes innocentes et sans défense parmi elles une religieuse œuvrant dans le secteur de la santé et affirme qu'il pense à la RDC avec tous ses durs moments dont l'insécurité à l'est.

En plus du fait d'avoir dépêché son Noce apostolique pour s'imprégner des souffrances qu'endurent les populations des zones insécurisées, notamment Beni, le Pape François lui-même s'est rendu en RDC en date du 31 janvier 2023 avec un message de paix (DW, 2023). Pendant la messe comme pendant son adresse aux victimes des conflits venus fraîchement de Beni, la situation sécuritaire préoccupante dans l'est de la RDC a été largement stigmatisée par lui. A l'occasion, il a écouté des témoignages ahurissants de la situation de Beni. Son message est sans équivoque quand il lance un appel à tous les tireurs de ficelles de la guerre en RDC à qui il exhorte d'entendre le cri du sang des victimes innocentes pour faire taire les armes et mettre fin à la guerre (Kuzamba, 2023).

Dans son discours tenu à l'endroit des autorités du pays, des représentants de la Société civile et du Corps diplomatique, le Pape François a repris son message de paix : « Je viens à vous, au nom de Jésus, comme un pèlerin de réconciliation et de paix ». En poursuivant, il conscientise le Congolais à la culture de la paix et soulève particulièrement un passage de l'hymne national congolais, nous bâtissons un pays plus beau qu'avant (Pape François, 2023).

C'est autant de fois que le « Saint Père » a placé dans ses différents discours l'insécurité à Beni, en particulier, et les situations difficiles de la RDC, en général. Par ses interpellations diverses, en condamnant et son voyage dans ce pays, en passant par des prières spéciales en faveur de la RDC, l'Église Catholique, à sa plus haute sphère décisionnelle a montré son intérêt à participer à la construction de la paix dans ce pays. En outre, l'Église Catholique active des structures promotrices de la paix comme cheval de bataille. Parmi elles, l'on peut citer la Commission Justice et Paix, une émanation du Concile Vatican II. Ce dernier avait souhaité « la création d'un organisme de l'Église universelle, chargé d'inciter la communauté chrétienne à promouvoir l'essor des régions pauvres et la justice sociale entre les nations » (Justice et Paix Congo, 2017; Paul VI, Evêque de l'église catholique, 1965).

Force est de constater que l'Église catholique s'est impliquée dans le retour de la paix à Beni. Ses représentants à tous les échelons n'ont pas gardé leur silence quand des atrocités ont touché les populations dont la majorité est formée des chrétiens, plus encore, catholiques. Ils ont condamné, dénoncé, organisé des prières spéciales et, bien évidemment, appelé les acteurs politiques d'assumer convenablement leur responsabilité, pour en finir avec l'insécurité et mettre à l'abri les personnes et leurs biens.

En tant qu'une organisation de personnes avec son objectif premier de ramener ses fidèles à croire au Christ, l'Église catholique ne peut se taire face au risque des pertes de vie et/ou de biens de ses fidèles. Elle a appelé les uns et les autres à leur responsabilité et elle a transmis un message d'espoir aux populations meurtries. Elle est un acteur crédible. Elle a été utilisée par d'autres acteurs non étatiques (organisations non gouvernementales), étatiques, dans le cadre de bons offices, l'Accord de la Saint-Sylvestre (RRSSJ, 2018), dans la prise en charge des victimes de l'insécurité.

A titre illustratif, Caritas et tant d'autres promeuvent le bien-être de l'humain dans sa globalité au travers des œuvres sociales de l'Église catholique. Dans son caractère d'organisation œcuménique et d'acteur non étatique, mais social, cette dernière concourt au retour de la paix. Tous ces messages et actions non exhaustivement ont été répertoriés pour constituer cette étude réconfortent son vœu : le rétablissement de la paix, ou du moins, l'effectivité de la sécurité.

Conclusion

Cette étude a voulu répondre à la question de savoir l'apport de l'Église catholique dans la construction de la paix à Beni. La réponse provisoire en a été affirmée. L'Église catholique réconforte ses fidèles avec des messages d'espoir. Les différents discours de ses prélats à tous les échelons du magistère : Ordinaire du lieu du Diocèse de Butembo-Beni, autres Évêques à travers la CENGO et Pape. La démarche charriée par une méthodologie scientifique basée sur l'analyse du contenu a permis de traiter les informations obtenues et, tout compte fait, d'attester que le retour de la paix à Beni exige la participation collective et, partant aussi, l'apport des Églises, en l'occurrence celui de l'Église catholique comprenant une grande proportion des habitants de la région de Beni, en particulier, et dans toute la RDC, en général.

Bibliographie

- MAINYU, E. (2012). *Idéalisme (Relations internationales). Relations internationales, Idéalisme (philosophie), Organisation internationale*. Publication d'audience.
- AFRICANEWS. (2019). *RDC : le clergé dénonce les tueries de Beni et les « troupes étrangères » au Sud-Kivu*. <https://fr.africanews.com>
- ARON, R. (2004). *Paix et guerre entre les nations*. Calmann-lévy.
- BAKANDEJA MUKENGE, G. (2020). L'implication du religieux dans la gestion des crises en République démocratique du Congo. In *Laïcité et défense de l'Etat de droit* (p. 41-54). Presses de l'Université Toulouse Capitole.
- BARDIN, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2eme éd.). PUF.
- BATTISTELLA, D. (2012). Chapitre 15. La guerre et la paix. In *Théories des relations internationales*. Presses de sciences politiques.
- BAYART, J. F. (2018). *Etat et religion en Afrique*. Karthala.

- BLANC, E. (1996). Le rôle des Eglises pour le maintien ou le retablissement de la paix dans la société internationale contemporaine. *Politique étrangère*, 5-6, 401-412.
- BRECHER, M., & WIKENFELD, J. (1989). *Crisis, conflict and instability*. Pergamon Press.
- CARITAS CONGO Asbl. (2020). *RDC : « Peuple congolais, ne nous laissons pas voler notre souveraineté ! », message des Evêques de la CENCO*. <https://www.caritasdev.cd>
- CHARPENTIER, S. (2023, janvier). RD Congo : Jusqu'où va l'influence de l'Eglise catholique dans le jeu politique ? *TV5Monde-Informations*. <https://information.tv5monde.com>
- CISSE, I. (2016, août). Congo RDC : Les évêques condamnent les atrocités à répétition dans le Nord-Kivu. *CathoBel*. <https://www.cathobel.be>
- COSTE, F. (2002). Bouthoul et la polémologie : L'étude des causes profondes de la guerre. *Les champs de Mars*, 2(12).
- DE GROOF, M., REHALAL, J., MANGAN, F., TRUJILLO, M., VARGA, K., & ZOUNMNOU, D. (2023). *Rapport final du Groupe d'experts sur le République démocratique du Congo [Rapport d'enquête]*. Organisation des Nations Unies.
- De VILLERS, G. (2005). La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa. *Afrique contemporaine*, 3(215), 47-70.
- DW. (2023, janvier). *Le Pape François en RDC pour délivrer « un message de paix »*. <https://www.dw.com>
- FULGA, G. (2005). *Connaissance sociale et pouvoir politique : Etudes de sociologie politique*. L'Harmattan.
- GROUPE D'ETUDE SUR LE CONGO. (2016). *Qui sont les tueurs de Beni ? (Rapport d'enquête N° 1)*. Groupe d'étude sur le Congo.
- GROUPE D'ETUDE SUR LE CONGO. (2022). *L'église catholique en RDC au milieu du village ou au coeur de la contestation ?* Groupe d'étude sur le Congo.
- HAROCHE, P. (2013). *Théorie réaliste de l'intégration européenne : Les conditions de la transformation d'un système international en système interne*. Université Paris I.
- HILDE, J. (2004). Les cadres stratégiques pour la consolidation de la paix. *Afrique contemporaine*, 1(209), 7-21.
- IYANANIO, S.-P. (2015). *L'Eglise catholique et l'éducation civique des populations en République démocratique du Congo. Le cas de Shabunda, au Sud-Kivu* [Thèse de doctorat]. Université Laval.
- JEANGERE VILMER, J.-B. (2020). Chapitre 3. Le libéralisme. In *Théories des relations internationales* (p. 43-60). <https://www.cairn.info>
- JEUNE AFRIQUE. (2023, juin). *En Ouganda, l'attaque d'un lycée par les ADF fait 41 morts*. <https://www.jeuneafrique.com>

- JUSTICE ET PAIX CONGO. (2017). *A propos—Justice et paix Congo*. <https://cejprdc.org>
- KAMANGALA KAMBA, R. (2017). *La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO): Approche historique, compétence juridico-pastorale et engagement sociopolitique*. Médias Paul.
- KAMBASHI, S. (2022). RD Congo : Mort et désolation à Maboya. *Vatican News*. <https://www.vaticannews.va>
- KOMBE, C. (2022, octobre). Le Pape François prie pour les victimes de Maboya en RDC. *Vatican News*. <https://www.vaticannews.va>
- KUZAMBA, E. (2023, février). L'appel du Pape François aux commanditaires des violences en RDC : « Faites taire les armes, mettez fin à la guerre ». *Actualite.cd*. <https://www.actualite.cd>
- LA CROIX AFRICA. (2017, juin). *Deux prêtres enlevés dans l'est de la RDC*. <https://africa.la-croix.com>
- LUBAKI, C. (2021, avril). Insécurité en RDC : La CENCO appelle au déplacement « urgent » de tous les officiers ayant évolué dans les rébellions à l'Est. *Actu30*.
- MUZILIA MPUNZU, J. (2015, mars). Analyse du conflit à l'Est de la RDC par une approche dite issue de la diplomatie onusienne des droits de l'homme. *Modus Operendi*. <https://www.ireness.net>
- NZEREKA MUGHENDI, N. (2011). *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*. P.I.E Peter Lang.
- PAPE FRANÇOIS. (2023). *Rencontre avec les Autorités, les représentants de la société civile et le corps diplomatique*. <https://www.vatican.va>
- PAUL VI, évêque de l'église catholique. (1965). *Gaudium et Spes : 90. Rôle des chrétiens dans les institutions internationales*. <https://www.vatican.va>
- POURTIER, R. (2009). Le Kivu dans la guerre : Acteurs et enjeux. *EchoGéo, Sur le Vif*.
- POURTIER, R. (2011). Chapitre 17. Les enjeux miniers de la guerre du Kivu. In *Les conflits dans le monde* (p. 235-248). <https://doi.org/10.3917/arco.gibli.2011.01.0235>
- PRETRE DANS LA RUE. (2012). *Trois prêtres enlevés à Mbau (Nord-Kivu)*. <https://pretredanslarue.blogspot.com>
- RADIO OKAPI. (2018, septembre). *RDC : la CENCO consternée et indignée par les tueries de Beni*. <https://www.radiookapi.net>
- RADIO OKAPI. (2020, novembre). *Butembo : L'évêque Sikuli Paluku condamne la recrudescence de l'insécurité et le massacre de Lisasa*. <https://www.radiookapi.net>
- RADIO OKAPI. (2021). *L'évêque de Butembo-Beni et les étudiants de l'UCG échangent autour du rôle de l'étudiant dans la promotion de la paix*. <https://www.radiookapi.net>

- RADIO OKAPI. (2023, juin). *RDC : l'ONU confirme les liens organisationnels entre les ADF et l'Etat Islamique*. <https://www.radiookapi.net>
- RRSSJ. (2018). *L'accord de la Saint-Sylvestre un an après : Chronique d'une vraie-fausse application*. Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice « RRSSJ ».
- SIKULI PALUKU MELCHISEDECH. (2021). *Entretien avec l'Evêque de Butembo-Beni lors d'une visite du Conseil estudiantin de l'UCG* [Communication personnelle].
- WAMU OYATAMBWE, D. (2006). *Les mots de la démocratie au Congo-Zaïre (1990-1997)*. L'Harmattan.